



ATD Quart Monde

La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduise au combat

**Introduction à la rencontre
du Comité permanent de recherche
sur la pauvreté et l'exclusion sociale.**

Palais de l'Unesco, 3 décembre 1980

Joseph Wresinski

Collection « Documents de référence »

Cette publication relève de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur.

Cette loi précise entre autres que l'auteur *"dispose du droit au respect de son oeuvre lui permettant de s'opposer à toute modification de celle-ci"* et qu'il a *"le droit de s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de cette oeuvre ou à toute autre atteinte à la même oeuvre, préjudiciables à son honneur ou à sa réputation."*

Elle rappelle que, sauf accord explicite de l'auteur, sont seules autorisées les courtes citations *"effectuées dans un but de critique, de polémique, de revue, d'enseignement, ou dans des travaux scientifiques, conformément aux usages honnêtes de la profession et dans la mesure justifiée par le but poursuivi (...). Les citations visées devront faire mention de la source et du nom de l'auteur."*

Ce document s'adresse au monde associatif, aux citoyens, aux professionnels, à tous ceux qui s'engagent pour le respect de la dignité de chacun et agissent pour que les droits fondamentaux soient effectivement assurés à tous.

Ce document forme un tout dont chaque élément doit être situé dans son contexte.

Ancrée dans la vie, la connaissance bâtie sur l'engagement et l'action est en construction permanente.

Le travail présenté a pour premier objectif d'alimenter et de soutenir les engagements des uns et des autres, pour faire progresser les droits de l'homme et la lutte contre la misère et l'exclusion.

Nous avons fait le choix de diffuser largement ce travail non seulement pour faire connaître l'expérience et la pensée des personnes très pauvres (et de ceux qui s'engagent à leurs côtés). Cette diffusion vise à renforcer les projets et les combats menés avec elles et à partir d'elles, entre autres en inspirant et soutenant d'autres démarches de connaissance.

Nous vous proposons de découvrir dans notre collection **Documents de référence** quelques textes qui situent clairement les enjeux de telles démarches et leurs exigences pour qu'elles servent réellement les plus pauvres et contribuent effectivement à lutter contre la misère et l'exclusion.

Très tôt dans l'histoire du mouvement ATD Quart Monde, son fondateur, **Joseph Wresinski**, a affirmé que « la science (ne devait pas être) parente pauvre de la charité ». Il s'est constamment tourné vers les chercheurs scientifiques pour leur demander de contribuer à une connaissance fondée et utile à la libération des plus pauvres. En décembre 1980, il participait à une des sessions d'un comité international de scientifiques réuni à son initiative. Le texte qui suit reprend l'essentiel de son adresse introductive.

Ce texte a nourri la réflexion initiale du Conseil scientifique du programme Quart Monde – Université, puis le Conseil d'orientation du programme Quart Monde Partenaire. Il a aussi été étudié par les acteurs militants, alliés, volontaires permanents ATD Quart Monde, et les universitaires et professionnels. Il les a guidés tout au long des deux programmes.

La rigueur de la démarche qui a abouti à la co-écriture des cinq mémoires de recherche du livre 'Le croisement des savoirs' puis du 'Croisement des pratiques', a mis en pratique et a validé les principes de ce texte fondateur, à savoir : interpeller le savoir scientifique afin qu'il fasse place à la connaissance que les très pauvres ont de leur condition et du monde qui les entoure, et consolider la connaissance que peuvent avoir ceux qui agissent avec eux.

Remarque liminaire

En vous retrouvant ce matin dans les murs de l'Unesco, en vous remerciant d'avoir répondu à notre appel de nous réunir en ce mois de décembre, qui est un mois déjà bien chargé pour chacun de nous, en vous accueillant ainsi, je songe qu'il y a près de 25 ans déjà que vous, les universitaires, les chercheurs scientifiques, les spécialistes, répondez ainsi fidèlement aux appels du Mouvement ATD Quart Monde. Près d'un quart de siècle de fidélité, de soucis et d'espoirs partagés de la part de vous-mêmes et des milieux de recherche que vous représentez.

Notre Mouvement, qui dès 1960, créait son propre Institut de Recherche, créait par la même occasion sa propre histoire d'accueil et de collaboration avec un réseau international de chercheurs extérieurs. Ceux-ci sont venus, en amis d'abord, puis en coopérants individuels. Puis, dès 1964, tous ensemble, nous avons ressenti le besoin de former un groupe, de parler et d'agir en groupe, à la fois pour nous renforcer mutuellement et pour avoir plus de poids à l'égard du monde environnant.

Se retrouver en tant que groupe, en tant que Comité permanent, en ce mois de décembre 1980, n'a donc rien de particulièrement original dans l'histoire du Mouvement. Sauf peut-être pour la notion de la permanence. Car si nous étions tous d'accord depuis un certain temps déjà, ce n'est qu'en octobre 1979 que nous avons proclamé ensemble et publiquement le besoin de voir naître et se consolider, dans la vie publique internationale, un groupe réellement durable, assumant de façon continue une fonction indispensable dans nos communautés nationales et internationales.

Ce n'est pourtant ni de l'histoire dont est né l'actuel Comité permanent sur la Pauvreté et l'Exclusion, ni de la nécessité de son caractère durable que je voulais vous parler, en vous disant - de tout cœur - la bienvenue ce matin. De tout cela, nous avons discuté dans le Comité et dans ses sous-groupes, depuis octobre 1979, et l'essentiel de notre pensée commune se retrouve dans les documents écrits du Comité.

Ce dont je voudrais vous parler ce matin, c'est des fonctions du Comité ou, plus précisément, d'une de ses fonctions. Il s'agit d'une fonction qu'aucun des groupes qui ont précédé le vôtre dans notre Mouvement (et qu'à ma connaissance, aucune instance dans le monde) n'a jamais assumée. Il s'agit de la fonction (et je dirais volontiers du devoir) des chercheurs dans le domaine de la pauvreté, de faire place à la connaissance que les très pauvres eux-mêmes ont de leur condition. De faire place à cette connaissance, de la réhabiliter comme unique et indispensable, autonome et complémentaire à toute autre forme de connaissance, et de l'aider à se développer. Et à cette fonction, vous le devinez, s'en ajoute une autre : celle de faire place, de réhabiliter et d'aider à se consolider la connaissance que peuvent avoir ceux qui vivent et agissent parmi et avec les plus pauvres.

Ce n'est certainement pas la première fois que nous parlons avec vous de ces deux parties d'une connaissance globale dont la vôtre, celle de l'observateur extérieur, est la troisième. Ce n'est pas la première fois que nous en parlons, mais en vue des travaux qui nous attendent durant ces trois jours, en vue, aussi, des travaux que nous avons commencé à entreprendre à moyen terme, je voudrais simplement me permettre de remettre au clair quelques idées que le Mouvement porte à ce sujet. Des idées qui sont nées et qui ont mûri au cours de ces 25 ans au

cours desquels les plus pauvres et les gens d'action se sont rencontrés avec vous. Permettez-moi de m'y arrêter quelques instants.

I - La connaissance universitaire de la pauvreté, un savoir complémentaire à d'autres

Les questions que notre Mouvement se pose et que se pose aussi notre Comité, sont, me semble-t-il, les suivantes :

- de quelle connaissance ont besoin les plus pauvres,
- de quelle connaissance ont besoin des équipes d'action,
- et de quelle connaissance ont besoin nos sociétés nationales et les communautés internationales pour combattre efficacement la pauvreté et l'exclusion ?

Sans doute pourrions-nous dire qu'au cours de notre propre vie et de notre propre combat à chacun, nous avons passé une période de l'histoire où la réponse à la question "quelle connaissance ?" était dans une très large mesure, une connaissance académique, universitaire. Beaucoup d'entre nous s'attendaient à ce que la connaissance la plus utile au combat, donc à la promotion d'une politique et de mesures législatives, soit du genre de celles que l'on peut construire dans les universités et autres institutions de recherche. On attendait beaucoup de cette part de connaissance à laquelle peuvent avoir accès des chercheurs, des universitaires, des hommes de science occupant un poste d'observation, mais aussi une situation de vie étrangère à celle des plus défavorisés.

Cette connaissance là fut fortement valorisée, en raison de sa méthode, de sa rigueur, de son objectivité ou de sa "neutralité". C'était là des aspects rassurants pour ceux qui, face à l'immense complexité des problèmes, face aussi à la manière subjective dont les hommes politiques s'en saisissaient et les présentaient, voulaient trouver une vérité objective, susceptible

de guider une action lucide et réellement efficace pour les pauvres.

L'université a ainsi eu son temps fort de garante de sécurité devant des problèmes si difficiles à comprendre ; son temps fort de refuge pour ceux qui ne voulaient pas se laisser déconcerter, ni mener en erreur par des idéologies, quelles soient "dominantes" ou "dominées". Nous mêmes avons peut-être, à une certaine époque, voulu faire cela de nos universités. Nous n'avions sans doute pas tort, mais nous n'avions pas tout à fait raison non plus.

Cependant, ce n'est pas la découverte générale de la non neutralité, de la non objectivité de la science et, particulièrement, des sciences humaines et sociales, qui nous donne tort aujourd'hui. ? Ce n'est pas de savoir désormais que toutes nos sciences et nos méthodologies de recherche sont entachées d'idéologie, qui nous fait dire que nous n'avions pas tout à fait raison. Ce sont là des problèmes intéressants mais secondaires, à notre avis.

Le problème de fond que nous avons mal reconnu et que nous ne maîtrisons pas encore aujourd'hui est que la connaissance universitaire de la pauvreté et de l'exclusion - comme de toute autre réalité humaine d'ailleurs - est partielle. Nous n'avons pas dit, ni même suffisamment compris nous-mêmes, qu'elle ne peut être qu'une connaissance indirecte et informative, qu'il lui manque la prise sur le réel et par là qu'il lui manque ce qui rend la connaissance mobilisatrice et provocatrice d'action.

Beaucoup d'entre nous ont, à l'occasion, éprouvé une certaine déception à voir demeurer sans effet l'une ou l'autre de leurs études. Nous n'avons peut-être pas assez songé, alors, que la

recherche académique au sens strict doit nécessairement donner lieu à une forme d'abstraction, à une image de la réalité, vue de l'extérieur et traduite en des termes généraux qui ne reflètent plus le sentiment, la couleur des choses qui poussent les hommes à vouloir agir pour d'autres hommes. Nous n'avons pas assez songé que, dans la connaissance globale sur la pauvreté et l'exclusion qui doit à la fois informer, expliquer et mobiliser, la recherche scientifique doit se reconnaître une composante parmi d'autres. La composante informatrice "sans vie", si l'on peut dire, car elle demeure sans vie tant qu'à ses côtés, nous ne trouvons pas ces deux autres parts de connaissance :

- la connaissance que possèdent les pauvres, les exclus qui vivent, de l'intérieur, à la fois la réalité de leur condition et la réalité du monde qui la leur impose,
- et la connaissance de ceux qui agissent, parmi et avec les victimes dans les zones de grande pauvreté et d'exclusion.

Prises au piège d'une société qui croyait à la suprématie de la connaissance universitaire, nos universités ont cru, et nous avons cru avec elles, que c'était de la connaissance universitaire que le monde avait besoin pour combattre la pauvreté. Et quand les études de recherches disparaissaient dans les tiroirs des hommes politiques et des administrations, nous en ressentions une réelle frustration. Nous disions que c'était pour des raisons politiques, par manque de volonté politique, que les meilleures études ne conduisaient pas à des décisions favorables aux pauvres. C'était exact à cette nuance près, que la faute n'en était peut-être pas seulement aux hommes politiques ; que nos travaux n'étaient pas de nature à les éveiller au combat.

A aucun moment - je crois pouvoir le dire - les universités ne se sont dit que l'inefficacité politique de leurs recherches pourrait être attribuée au fait que la connaissance ainsi construite était une connaissance instructive mais pas nécessairement convaincante, et que la part supplémentaire susceptible de convaincre ne pouvait être apportée par le chercheur universitaire lui-même, mais uniquement par les pauvres et les hommes d'action.

II - Les difficultés de communication entre différents types de savoir

Certes, nombreux furent les universitaires qui inclurent dans leurs travaux, ces deux sources de connaissance : celle des pauvres et celle des hommes d'action. Cependant - et n'est-ce pas l'essentiel ? - ils ne les ont pas reconnues comme autonomes et devant être poursuivies pour elles-mêmes, par les auteurs eux-mêmes. Les chercheurs en ont fait prématurément une source d'information pour leur recherche, plutôt que de les voir comme une démarche de recherche authentique en soi, sujet de soutien et non pas objet d'exploitation. Ils les ont en quelque sorte subordonnées à leur propre démarche d'observateurs extérieurs à la vie des pauvres, extérieurs aussi à l'action menée auprès d'eux. Ils ont voulu, en toute bonne foi, exploiter la connaissance propre aux pauvres et celle propre aux gens d'action pour des buts de recherche universitaire. Ainsi, sans s'en rendre compte, ont-ils dévié de son objectif propre une connaissance qui ne leur appartenait pas. Plus grave peut-être, sans le vouloir ni même le savoir, ces chercheurs ont souvent dérangé et même paralysé la pensée de leurs interlocuteurs. Ceci essentiellement parce qu'ils n'y reconnaissaient pas une pensée, une connaissance autonomes ayant un chemin et des buts propres.

Le fait de ne pas avoir compris ces choses a parfois posé des problèmes de communication entre les populations du Quart Monde et les chercheurs, entre les chercheurs et les hommes d'action. En ce qui concerne la communication avec des groupes de population pauvres, je suis convaincu que même l'observation participante des anthropologues ou des ethnologues comporte ce danger d'exploitation, de déviation,

de paralysie de la pensée des pauvres. Puisqu'il s'agit d'une observation dont le but est extérieur à la situation vécue des pauvres, situation qu'eux-mêmes n'avaient pas choisie et n'auraient jamais définie à la manière du chercheur. Aussi cette observation n'est-elle donc pas vraiment participante, puisque la réflexion du chercheur et celle de la population objet de son observation ne poursuivent pas les mêmes buts.

Il ne s'agit pas, ici, d'un problème de méthode, mais d'une question de situation de vie ; on ne peut pas le résoudre en adoptant d'autres méthodes, mais seulement en changeant de situation. Telle quelle, cette observation, qui ne dérangerait sans doute pas la pensée d'un groupe possédant bien sa réflexion et sa culture, risque fort de perturber la pensée de groupes pauvres qui les maîtrisent beaucoup moins bien.

Est-il besoin de dire qu'un problème analogue se pose en ce qui concerne la collaboration entre les chercheurs et les hommes d'action ? Les difficultés n'en ont peut-être pas toujours été non plus correctement analysées. Il a été dit que les équipes d'action collaboraient difficilement à la recherche, parce qu'elles n'en voyaient pas l'intérêt, parce qu'elles se méfiaient du regard scrutateur du chercheur ou de son incapacité à comprendre la réalité humaine et ses aléas dans la vie de tous les jours. Il a même été dit que la collaboration s'établissait mal parce que les gens d'action manquaient de pensée logique, qu'ils agissaient au nom de leurs intuitions et impressions, plus qu'au nom d'une réflexion rationnelle.

Il peut y avoir du vrai dans ces explications, mais il me semble qu'elles ne touchent pas le fond du problème. Le problème fondamental étant que l'homme d'action, pour avoir une contribution valable à offrir à la recherche universitaire, doit

être considéré d'abord, non pas comme un simple informateur mais comme un penseur ayant, avant tout, à mener jusqu'au bout sa propre recherche de connaissance, pour les buts qu'il s'est donné, lui-même.

Là encore, je crains que même les chercheurs engagés pour analyser une action et en évaluer les résultats risquent de faire fausse route. Ils arrivent, en effet, trop souvent une fois que les dés sont jetés, pour saisir après coup une situation d'action qui leur est totalement étrangère. Cette situation est contraire à toutes celles qu'ils peuvent connaître eux-mêmes, elle est empreinte d'une insécurité qu'ils ont beaucoup de mal à imaginer et au sujet de laquelle ils ne peuvent avoir que bien peu d'intuitions. Ils ne peuvent tenter de saisir pareille situation et d'en saisir les effets que dans la mesure où ils ont partagé et vécu eux-mêmes l'insécurité. Que dans la mesure où ils ont pu, ainsi, participer au développement de la pensée de l'équipe d'action, adoptant eux-mêmes les buts de cette pensée là.

Ceci dit, mon propos n'était pas de rappeler la fragilité du contenu des études et recherches universitaires découlant de ces difficultés de communication. Mon propos était de rappeler que l'ensemble de ces études et recherches, quelle que soit l'excellence de leur qualité, ne pouvait pas fournir une connaissance globale. Le chercheur, à lui seul, est dans l'impossibilité de fournir cette connaissance globale dont il faut pouvoir disposer pour combattre efficacement l'extrême pauvreté. Je voudrais revenir encore un instant sur ces deux autres parts de connaissance qui devraient être complémentaires à celle de l'université, mais qui ne peuvent en tant que telles se constituer à moins d'être autonomes et de pouvoir aller jusqu'au bout d'elles-mêmes.

III - Le savoir des plus pauvres, un jardin secret

Permettez-moi de dire quelques mots, surtout, sur la connaissance et la pensée des familles du Quart Monde. Leur savoir et leur réflexion ne portent pas seulement sur leur situation vécue, mais aussi sur le monde environnant qui la leur fait vivre, sur ce qu'est ce monde là, et sur ce qu'il devrait être pour ne plus exclure les plus faibles.

Il n'est sûrement pas besoin de rappeler que penser et connaître sont des actes et que tout homme pose ces actes. Peu importe les moyens que la vie lui a fournis, tout homme pense, connaît et s'efforce de comprendre, tout homme pose des actes pour un but qui est son but, et sa pensée s'organise en fonction de ce but-là. C'est en cela que tout acte de pensée est susceptible d'être un acte de l'être humain pour sa propre libération et je le répète - car de cela, le Mouvement est témoin dans une multitude de zones de misère dans le monde : tout être humain, tout groupe aussi, tente d'accomplir cet acte. Quelle que soit la faiblesse des moyens de pensée logique, des moyens d'analyse qu'il a reçus. Tout être humain, tout groupe se fait chercheur, à la recherche de son indépendance, à la recherche d'une compréhension de lui-même et de sa situation, lui permettant d'écartier les insécurités et les craintes, de maîtriser son destin, plutôt que de le subir et d'en avoir peur.

Ceux qui pensent que les hommes totalement paupérisés sont apathiques et que, par conséquent, ils ne réfléchissent pas, qu'ils s'installent dans la dépendance ou dans le seul effort de survivre au jour le jour, ceux-là se trompent lourdement. Ils ignorent les inventions d'autodéfense dont les plus pauvres

sont capables pour échapper à l'influence de ceux dont ils dépendent, pour sauvegarder une existence propre, soigneusement cachée derrière la vie qu'ils étalent en guise de rideau ; derrière la vie qu'ils jouent pour faire illusion au regard extérieur. Ils ignorent l'effort désespéré de réflexion et d'explication de cet homme qui ne cesse de se demander : "Mais qui suis-je donc ?" Qui ne cesse de dire : "Pourquoi me traite-t-on comme cela, comme une lavette, comme un chien, comme un vaurien ? Suis-je donc une lavette ?" Et qui, au pris d'un effort de pensée douloureux, ne cesse de resurgir d'en dessous de ces fausses accusations qui sont autant de fausses identités qu'on lui donne, en se répétant : "Non, je ne suis pas un chien, je ne suis pas l'imbécile qu'on a fait de moi, je sais des choses, moi aussi, des choses qu'eux ne comprendront jamais."

En cette affirmation qui resurgit toujours à nouveau après tous les doutes, cet homme abruti, épuisé de corps et d'esprit, a infiniment raison. Il en sait des choses que d'autres risquent de ne jamais comprendre, ni même d'imaginer. Sa connaissance, si peu construite soit-elle, concerne tout ce que cela représente d'être condamné à vie au mépris et à l'exclusion. Elle englobe tout ce que cela représente en termes d'événements, en termes de souffrances, mais aussi en termes d'espoir, d'endurance face à ces événements. Elle comporte un savoir du monde qui l'entoure, le savoir d'un monde dont, seul, il connaît les comportements envers des pauvres comme lui. Le meilleur chercheur du monde ne peut pas imaginer ces choses, ni par conséquent formuler les hypothèses et poser les questions qui conviennent. Nous avons dit que le chercheur se trouvait là devant un champ de connaissance dont il n'avait pas les moyens de se rendre maître. Il se trouve en quelque sorte face au jardin secret des plus pauvres. Nul ne peut y entrer, à moins de changer de situation de vie pour être en mesure de faire

parler les plus défavorisés en confiance et de comprendre ce qu'ils disent. Tel qu'il est, le chercheur n'a pas les moyens de s'emparer du contenu de ce jardin secret mais aussi et surtout, il n'en a pas le droit.

Car aucun homme n'a le droit, serait-ce au nom de la science, de déranger un autre homme dans son effort, peut-être maladroit mais acharné, de développer une pensée libératrice. Et aucun chercheur n'a le droit de saisir l'occasion des efforts des plus pauvres de se libérer pour les réintroduire dans la servitude. Car je le répète : déranger les plus pauvres dans leur pensée, en les utilisant comme informateurs, au lieu de les encourager à développer leur réflexion propre en acte réellement autonome, c'est les asservir. D'autant que, par leur pensée propre, ils sont presque sans arrêt à la recherche de leur histoire et de leur identité et qu'eux seuls ont un accès direct à une part essentielle des réponses à leurs questions. Ces questions sur leur histoire et leur identité, bien plus que sur leurs besoins ou même sur leurs droits, ils se les posent parce qu'ils savent, peut-être confusément mais profondément, que c'est par là qu'ils trouveront le chemin de leur libération.

Je ne voudrais pas dire que nous avons eu tort de leur parler de leurs droits ou de les questionner sur leurs besoins. Mais de telles démarches ne peuvent avoir un sens libérateur pour eux que dans la mesure où les échanges se situent dans cette perspective de la compréhension de leur identité historique, la seule qui puisse aider à les rendre sujets et maîtres de leurs droits et besoins. Or, il faut admettre que cela n'est pas toujours le cas. A titre d'exemple, durant toute la période de ce qu'on a appelé "la guerre contre la pauvreté" aux États Unis, nous n'avons pas assisté à une seule recherche proprement historique sur ceux qu'on appelait alors les pauvres "hard-

core", moins encore à une telle recherche effectuée en collaboration intime avec ces pauvres "hard-core" eux-mêmes.

Même en Grande Bretagne, pays que nous considérons comme exemplaire par sa fidélité à la recherche sur la pauvreté, même durant la grande époque de la société dite de bien-être, les recherches historiques, les recherches sur l'identité font défaut. Les pauvres n'y ont d'identité que par leurs besoins, par ce qui leur manque. Si nous en sommes là, cela est certainement dû, en partie, à un grand respect des pauvres de la part des chercheurs, à leur souci de ne point les mettre à part ni risquer de susciter leur ségrégation. Mais est-ce juste et est-ce sage, dans la mesure où leur identité historique est une identité d'inlassable endurance et d'incommensurable dignité ; dans la mesure où il s'agit d'une identité qui comporte, en plus, un message essentiel à la société toute entière ?

Les familles les plus pauvres réunies dans le Mouvement nous ont appris elles-mêmes que de ne leur parler que de leurs besoins, de les réduire en quelque sorte aux "indicateurs sociaux" qui les caractérisent au regard de la recherche scientifique, sans les aider à comprendre leur histoire ni leur personnalité communes, c'est encore une manière de les enfermer. Ce sont d'ailleurs ces familles elles-mêmes qui s'adressent au Mouvement en disant non pas : "Expliquez-nous" mais "Aidez-nous à réfléchir" et certaines ajoutent, et elles sont de plus en plus nombreuses à le dire : "Il faut que nous réfléchissions, car eux, ils ne pourront jamais comprendre."

IV - Soutenir et faire valoir la pensée du Quart Monde

A nous, à vous, les chercheurs universitaires, d'approfondir, d'expliquer cette leçon que nous donne le Quart Monde sur son droit de voir reconnaître ce champ de pensée et de connaissance autonomes. A nous, à vous de voir comment le soutenir dans son effort de réflexion. Car si le Quart Monde nous fait clairement entendre qu'il veut aller jusqu'au bout de sa propre réflexion, il ne nous a jamais dit ne pas avoir besoin d'être aidé dans cette démarche. Au contraire : "Vous qui avez appris à réfléchir, apprenez-nous" est une demande qui revient sans cesse, partout où s'implantent nos équipes. Que ce soit au Guatemala ou en Suisse, à New York, à Bangkok ou dans les bas quartiers de Londres, les plus pauvres demandent la présence non pas de maîtres à penser (ils en voient trop), mais d'hommes et de femmes intelligents, compétents, capables de fournir les moyens de la pensée sans s'infiltrer, eux-mêmes, dans la pensée de l'autre.

Il n'est pas certain que les moyens et méthodes, la pédagogie de ce genre de démarche soient suffisamment connus. Non pas qu'il manque de précurseurs en ce domaine, mais peut-être parce que les projets menés au nom de l'une ou l'autre pédagogie de "conscientisation" que nous avons pu étudier, en Amérique Latine, en Inde et même en Europe, semblent presque sans exception laisser de côté les plus pauvres. Qu'il s'agisse de villages indiens en Colombie, de hameaux d'intouchables en Inde, d'un "slum" de Calcutta ou d'une région pauvre du Portugal, on retrouve les habitants les plus paupérisés en marge même de ces projets-là. Peut-être aussi ces projets nous posent-ils question, du fait du langage et des

concepts curieusement occidentaux qu'ils paraissent véhiculer jusque dans les régions les plus lointaines d'Extrême Orient, jusque dans des villages perchés sur des hauts plateaux, loin de toute civilisation occidentale, en Bolivie. Les habitants y ont-ils inventé eux-mêmes ce vocabulaire familier à nos oreilles d'Occidentaux : "rapports de force", "exploitation de l'homme par l'homme", "lutte des classes"... ? N'auraient-ils rien inventé de plus que nous-mêmes, n'étaient-ils pas capables d'employer des mots nés de leur propre civilisation ?

Nous pensons que notre comité pourrait avoir son mot à dire sur cette question, qu'il serait capable de mettre en lumière les conditions d'un soutien authentique de la pensée des pauvres, capable de reconnaître les projets favorisant réellement le développement d'une connaissance indépendante propre au Quart Monde. Et nous pensons aussi que notre comité pourrait et devrait révéler l'importance de la pensée des pauvres, non seulement pour leur propre participation au combat contre l'exclusion, mais pour l'ensemble d'une société qui doit trouver la volonté et les moyens de la combattre. Puisque c'était de cela qu'il s'agissait quand nous posions la question du début : de quelle connaissance a besoin notre combat commun ?

C'était à cela que je songeais en disant que, sans la connaissance que possèdent les plus pauvres, les recherches universitaires risquent de représenter une connaissance par trop partielle et à laquelle manque, précisément, ce qui pourrait la rendre vivifiante, provocatrice d'action et de combat. Sans vouloir m'aventurer dans des spéculations philosophiques, ni dans des considérations de psychologie sociale, permettez-moi simplement de dire les deux raisons qui, dans l'expérience du Mouvement, font que la parole des plus pauvres provoque à

l'action, toutes autres connaissances n'étant que des connaissances de soutien à cet égard.

Tout d'abord, dans un monde où les appels à la lutte ne font que se multiplier de toutes parts, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce ne sont pas les causes de moindre grandeur qui poussent à s'engager sérieusement et durablement nos contemporains. Nos concitoyens veulent s'engager sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la souffrance et l'espoir des totalement exclus. C'est parce qu'il a dénoncé sans tenter de les édulcorer les conséquences extrêmes de la pauvreté, que le Mouvement a pu prendre force et se développer.

Or, seuls les plus pauvres connaissent ces conséquences extrêmes. Eux seuls savent toute l'injustice, toute la négation des Droits de l'Homme, toute la souffrance de l'extrême pauvreté. Eux seuls savent ce qui doit changer dans les cœurs et les esprits, dans les structures et le fonctionnement de nos démocraties. Les conclusions des études universitaires que nous avons pu rassembler durant 25 ans ne sont, de cela, qu'un faible reflet, qu'un message altéré, si j'ose dire.

Ce n'est d'ailleurs qu'en voyant la totalité de ce que nous ont communiqué les familles du Quart Monde, que nous pouvons nous rendre compte que leur message n'est pas marginal, mais au contraire essentiel, central et, osons le dire, prophétique. Puisqu'il dit tout sur ce que ne sont pas nos sociétés et tout sur ce qu'elles devraient être. Certains de vous se souviendront de nos efforts de faire admettre cette idée au sein de l'Association internationale de Sociologie, dans les années 60. Efforts que nous avons renouvelés dans le "Programme européen de recherche et d'action pilote de lutte contre la pauvreté", dans les années 70. Le Mouvement y proposa un projet consistant à

étudier les moyens et conditions permettant aux plus pauvres de la Communauté européenne de prendre la parole, eux-mêmes, plutôt que d'avoir à attendre que des chercheurs parlent pour eux. Les représentants gouvernementaux d'alors n'avaient pas encore jugé ce projet d'un intérêt immédiat.

Dans notre expérience, c'est pourtant d'avoir permis au Quart Monde de prendre la parole et de dire ses propres vérités qui nous a valu tant d'adhésions à travers le monde. Nous ne sommes qu'une simple organisation non-gouvernementale. Si cette organisation a pu durer et s'étendre, n'est-ce pas parce que le message des plus pauvres peut convaincre parce qu'il est irréfutable en raison même de son caractère entier ?

Mais encore, ce qui semble compter, toujours dans cette expérience d'un Mouvement confronté au jour le jour aux réalités d'un combat, c'est que nos concitoyens entendent la voix même des plus pauvres, leur parole plutôt que sa traduction à travers une étude universitaire. Ne devrions-nous pas avoir la simplicité de l'admettre ? C'est de savoir que, dans ce Mouvement, chacun peut entendre cette parole et que le Mouvement tout entier a pour tâche de la répercuter qui lui vaut les soutiens politiques qu'il a pu susciter.

La pensée des plus pauvres, essentielle pour la compréhension de l'exclusion, la parole des plus pauvres, essentielle pour inciter les concitoyens au combat : n'est-ce pas à leur réhabilitation que notre comité devrait consacrer une part au moins de ses énergies ? La question de leur place se posera, dès aujourd'hui, lorsque nous discuterons du séminaire "Quart Monde en Afrique". Elle se reposera demain, lorsque nous aurons à parler de la signification des politiques européennes de lutte contre la pauvreté dans les états membres de la

Communauté Européenne. Et la même question se posera, encore, dans ses dimensions les plus profondes, lorsque vendredi, avec notre ami, le professeur Jona Rosenfeld, nous parlerons des alliances, des "partnerships" que suppose un combat contre l'exclusion.

Ainsi, la question se rapporte à l'ensemble de nos travaux des trois jours à venir. Mais c'est plus encore parce qu'elle nous semble faire partie intégrante des raisons d'être comme des tâches à long terme du Comité, que nous avons songé à la soulever, dès cette première heure de notre rencontre.

V - Le Savoir des Équipes d'action

Est-il besoin de développer encore nos remarques du début sur la nécessaire autonomie des connaissances des hommes et des femmes d'action ? Ce que je viens de dire sur le droit du Quart Monde à cet égard vaut évidemment aussi pour eux. Ils ont à élaborer une pensée nécessairement unique sur l'action, sur les incertitudes et les enlisements, les réactions et changements, les idées et les actions nouvelles que leur présence et leurs interventions provoquent. Pensée qui, elle aussi, a besoin d'être soutenue par des personnes compétentes extérieures. Mais cela en demeurant autonome. Pensée libre de poursuivre ses objectifs propres. Que les responsables de l'action en aient besoin pour aller jusqu'au bout de leurs engagements, cela est évident. Comme il paraît évident que le Quart Monde a besoin d'avoir, à ses côtés, des équipes libres et capables d'une réflexion autonome.

Certes, comme on le fait des plus pauvres, on peut faire des gens d'action et de leurs activités un objet de recherche. On peut même, nous l'avons dit, tenter d'évaluer à leur place les résultats de leurs efforts. Ce qui me semble pourtant devoir nous préoccuper, c'est que les études universitaires, qui sont des essais de saisir l'action de l'extérieur, ne peuvent en aucun cas remplacer la connaissance que l'action doit avoir d'elle-même et pour elle-même. Il reste là un champ de toutes façons difficilement accessible au chercheur, pour les mêmes raisons que lui reste difficile l'accès à la réalité vécue des pauvres.

Sans doute serez-vous d'accord que la pensée de l'action sur elle-même est également une composante de la connaissance globale et mobilisatrice dont nous avons besoin pour devenir capable d'action. La société environnante a besoin de cette

troisième composante. Elle a besoin d'exemples de citoyens qui s'engagent, et elle a besoin de les entendre, eux, autant qu'elle a besoin d'enseignements universitaires. Après la voix des plus pauvres, n'est-ce pas, en effet, l'action communicable et qui se communique elle-même, qui incite le mieux à l'action ? N'est-ce pas elle qui peut insuffler à d'autres le désir et le courage d'entreprendre à leur tour ?

Là encore, les chercheurs ont, me semble-t-il, un service incalculable à rendre, en s'engageant à réhabiliter et à soutenir un savoir qui n'est pas le leur.

Pour conclure : Un Comité mobilisateur

Réhabiliter, soutenir, aider à se développer et à se consolider de nouvelles démarches de connaissance, réussir enfin la collaboration entre chercheurs, populations paupérisées et équipes d'action, c'est nous semble-t-il, un rôle clé que le Quart Monde signifie aux chercheurs universitaires. Si le Comité en était d'accord, nous approfondirions ce rôle-là dans les années à venir.

Ce rôle n'en exclut pas d'autres, bien sûr, mais il me paraît plus nécessaire et plus novateur que d'autres, en ce moment de l'histoire. Ceci dans la mesure où nous souhaitons que notre Comité devienne, malgré ses modestes moyens, un moteur, un mobilisateur d'hommes.

Editeur responsable :
Régis De Muylder
Av. Victor Jacobs, 12
1040 – Bruxelles

Année 2006